

Près de 13 milliards € de profits engrangés par TOTAL en 2006 ! D'Est en Ouest, le profit en procès !

Avec le procès de l'Erika qui s'est ouvert le 12 février, c'est le procès de tout un système qui devra être instruit. Ce système qui méprise les hommes, leur santé, leur environnement. Des plages de Bretagne souillées, de l'Océan pollué, des oiseaux piégés aux emplois supprimés en Lorraine en passant par la catastrophe d'AZF à Toulouse, c'est le profit maximum qui est au coeur du problème. Les avocats de TOTAL font flèche de tout bois. Mais ils sont en difficulté car la colère est grande. Faisons en sorte qu'elle s'exprime pleinement ici en Moselle!

TOTAL fait des profits...et licencie.

Cela devient désormais une sale habitude dans le petit monde du CAC40 où chaque année les salariés peuvent nourrir les pires craintes pour leur emploi lorsque les entreprises annoncent leurs bilans économiques. Ainsi, à la mi-février, c'est un résultat de près de 13 milliards d'euros de profits que revendique l'entreprise. Dans le même temps la multinationale envisage un vaste plan de délocalisation au Qatar de son site de Carling. Avec TPF et Arkéma sur la plateforme de Carling, ce sont 900 plus 600 emplois qui sont en jeu ! A quoi il faut ajouter les 400 emplois d'INEOS à Sarralbe : en effet cette entreprise est directement et complètement dépendante de l'activité de TPF.

L'urgence consiste maintenant à envisager avec les salariés de TOTAL, d'INEOS et la population une riposte adaptée face à une situation alarmante. Et

qu'à deux reprises, à quelques semaines d'intervalle, des rejets de gaz anormaux se soient produits ne doit pas affaiblir notre détermination, au contraire ! Quel que soit le degré de gravité réel de ces rejets, la direction de l'entreprise devra aussi en répondre.

Mais, certains, dont le maire UMP de Saint-Avold, semblent avoir fait le deuil des emplois industriels et marchandent avec la direction de l'entreprise un hypothétique « plan de revitalisation industriel en Moselle-Est ». Cette posture est une véritable gageure, en effet, quelle entreprise pourra-t-elle un jour pallier à la suppression de tant d'emplois ?

À l'opposé, la CGT a raison d'adopter une position offensive face au cynisme de la direction de TOTAL. Elle est, en outre, lucide quant aux conséquences dramatiques sur le tissu économique et social de notre région si l'entreprise délocalisait.

Au final, la situation actuelle renforce la nécessité d'imposer notamment :

- l'intégration de TOTAL dans un pôle 100% public de l'énergie avec EDF/GDF et SUEZ !

Interdiction des licenciements des entreprises qui font des profits.